



L'énergie nucléaire sous le regard des ministres



L'énergie nucléaire a occupé, durant ce printemps, une place de premier plan dans le calendrier des réunions internationales. Soixante quatorze pays et onze organisations internationales étaient représentés à la conférence internationale « L'énergie nucléaire au 21^{ème} siècle » qui a eu lieu à Paris en mars. En mai, l'énergie nucléaire a également été débattue lors de la réunion du Conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) au niveau des ministres, du Forum de l'OCDE « Sécurité, stabilité, développement : les moteurs de l'avenir » ainsi que de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres qui s'est tenue en parallèle avec le Forum de l'OCDE.

À la conférence « L'énergie nucléaire au 21^{ème} siècle », les opinions sur l'énergie nucléaire ont été globalement, mais non exclusivement, positives. Selon de nombreux délégués, l'énergie nucléaire pouvait, dans des conditions appropriées, faire partie des solutions permettant de faire face à l'augmentation de la demande d'énergie, d'assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique et de lutter contre le changement climatique. Les principaux thèmes abordés lors de cette conférence sont passés en revue dans les nouvelles brèves, page 23.

Les autres réunions étaient plus centrées sur les questions énergétiques dans leur ensemble que sur la seule énergie nucléaire. Les participants au Forum de l'OCDE partageaient le sentiment qu'il était urgent de prendre des mesures dans les secteurs énergétiques des pays développés et en développement. À la réunion ministérielle du Conseil de direction de l'AIE les ministres ont souligné que la sécurité énergétique reste au cœur de leur mission. Cette notion traduit à leurs yeux une plus large disponibilité d'énergie propre, fiable et à des prix raisonnables dans le monde. Lors de la réunion des 3 et 4 mai du Conseil de l'OCDE, les ministres ont fait valoir qu'il était primordial pour le développement économique et social de pouvoir compter sur des approvisionnements suffisants en énergie propre à des prix abordables. Ils ont, en outre, déclaré que les investissements dans les infrastructures et technologies énergétiques doivent être



axés sur des technologies viables et efficaces ayant des répercussions moins nocives sur le climat. Durant une réunion conjointe à laquelle ont assisté les délégués ayant pris part à la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres (RCM) et à la réunion ministérielle du Conseil de direction de l'AIE, les participants ont réfléchi à la manière dont les pouvoirs publics pouvaient améliorer les conditions générales afin d'assurer l'investissement en temps voulu dans des infrastructures énergétiques qui permettent de garantir la sécurité d'approvisionnement, l'efficacité économique, le respect de l'environnement et des prix raisonnables.

Les messages de ces réunions à haut niveau semblent clairs et je suis convaincu que nous ne pouvons nous permettre de sous-estimer l'importance de relever les défis énergétiques auxquels nous sommes confrontés. Nos économies en dépendent, ainsi que notre santé et notre bien-être. Il faut parvenir à satisfaire des demandes énergétiques croissantes tout en prenant soin de préserver l'environnement. Pour ce faire, il sera indispensable d'adopter tout un éventail de solutions, en commençant par les économies d'énergie et sans négliger le recours à des énergies moins polluantes, une utilisation accrue des énergies renouvelables et la mise en place de mesures d'incitation et d'accords permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Luis E. Echávarri
Directeur général de l'AEN